Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 30/24 - IX – CIV

Audience publique du sept mars deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2023-00406 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Martine DISIVISCOUR, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg du 24 mars 2023,

comparant par Maître Stéphane PELZER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prédit exploit BIEL du 24 mars 2023,

comparant par Maître Pierrot SCHILTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

Faisant exposer (i) qu'un contrat portant sur la vente d'un véhicule de modèle CANTER TF2 READY FOR WORK, type 3S15 2800 DUMPER CARGO LIFTING, type de structure CARGOLIFTING, de couleur blanche, s'est formé entre parties et (ii) que PERSONNE1.) refuse de prendre livraison du véhicule et d'en payer le prix convenu de 38.469,40 euros, la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après SOCIETE1.) fit donner assignation à PERSONNE1.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg aux fins de l'entendre condamner, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, principalement à prendre livraison du véhicule et à en payer le prix, soit la somme de 38.469,40 euros, avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice, jusqu'à solde. Elle demanda également la majoration du taux d'intérêts, à voir assortir la condamnation d'une astreinte de 50.- euros par jour de retard dans la prise de livraison du véhicule, à fixer à 10 jours après la signification du jugement, et à voir condamner PERSONNE1.) à lui payer un montant de 10.- euros HTVA par jour à titre de frais de gardiennage à partir du 11 octobre 2018, jusqu'à la signification du jugement. A titre subsidiaire, elle demanda à voir condamner PERSONNE1.) au paiement de la somme de 38.469,60 euros à titre de dommages et intérêts, avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice, jusqu'à solde. Elle sollicite encore l'allocation d'une indemnité de 1.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et la condamnation de PERSONNE1.) au paiement des frais et dépens de l'instance.

En cours de procédure, SOCIETE1.), ayant vendu le véhicule à un tiers, renonça à sa demande principale et maintint uniquement sa demande subsidiaire, réduite à 37.722,13 euros, montant comprenant le paiement de plusieurs factures (facture FUSO du 5 juillet 2018 pour un montant de 7.635,69 euros HTVA pour la conversion ACT ; facture FUSO du 5 juillet 2018 pour un montant de 261.- euros HTVA pour la couleur spéciale ; facture Art Métal Design n° NUMERO2.) du 18 septembre 2018 pour un montant de 689,13 euros ; facture SOCIETE1.) n° NUMERO3.) du 19 septembre 2018 pour un montant de 1.532,80 euros et montant de 150.- euros HTVA pour l'installation d'un autoradio), le remboursement de la différence de prix entre le prix d'achat du véhicule prévu dans l'offre du 5 février 2018 de 38.469,48 euros et le prix de revente de 25.000.- euros, l'allocation d'un montant de 8.000.- euros à titre d'indemnisation de son préjudice moral et le montant de 9.945.- euros TTC au titre de frais de gardiennage pour la période du 12 octobre 2018 au 8 février 2021 (850 jours x 11,70 euros).

PERSONNE1.) s'opposa aux différentes demandes d'SOCIETE1.), arguant que les parties ne seraient pas liées par un contrat de vente, étant donné qu'il aurait uniquement signé une offre de prix en date du 19 février 2018 non suivie de la signature d'un bon de commande. L'offre n'ayant pas de caractère contraignant pour le client, elle ne pourrait pas être considérée comme une commande et ne produirait aucune obligation dans son chef.

Il demanda, à titre reconventionnel, la condamnation d'SOCIETE1.) au paiement d'un montant de 38.469,60 euros à titre de dommages et intérêts, avec les intérêts légaux à partir de la demande, jusqu'à solde, ce montant réduit suivant ses dernières conclusions, à 3.000.- euros au titre des dommages et intérêts pour préjudice moral subi, avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice, jusqu'à solde.

Subsidiairement, il demande à voir faire application des articles L.212-3 et L.212-5 du Code de la consommation compte tenu des non-conformités affectant le véhicule malgré plusieurs renvois à l'usine et réalisation de modifications substantielles concernant la structure et la carrosserie du véhicule qui ne pourraient, par définition, pas être considérées comme minimales, comme en attesterait un courrier du 13 octobre 2018. Ce serait donc à bon droit et de manière justifiée qu'il aurait refusé d'en faire l'acquisition.

Exposant ensuite que le véhicule aurait été vendu en cours d'instance, il expliqua que l'ensemble des demandes indemnitaires formulées par SOCIETE1.) devraient être déclarées non fondées.

Il contesta enfin les différents postes de préjudice invoqués par SOCIETE1.).

SOCIETE1.) répliqua que la signature en date du 19 février 2018 de l'offre avec la mention « *bon pour accord* » et l'inscription sur le document des modifications que PERSONNE1.) souhaitait voir apporter au véhicule équivaldrait à une acceptation de commander le véhicule, nonobstant l'absence d'un bon de commande et l'absence d'effet contraignant de l'offre de prix du 5 février 2018. Cet accord résulterait encore des échanges de correspondance entre parties et reflèterait la commune intention des parties. Dans le cas contraire, les modifications demandées par PERSONNE1.) n'auraient pas été effectuées. A aucun moment ce dernier n'aurait fait état de non-conformités, mais uniquement de détails à modifier. La preuve en serait que PERSONNE1.) aurait, en date du 12 octobre 2018, résilié le contrat pour retard de livraison et non pour défaut de conformité.

A titre subsidiaire, il y aurait lieu de faire application de l'article L.212-5 du Code de la consommation. Ayant effectué les travaux réclamés par PERSONNE1.), ce dernier ne serait pas en droit de refuser la livraison du véhicule et de demander la résolution du contrat alors que le bien aurait été « *réparé* ».

Elle motiva sa demande subsidiaire en obtention de dommages et intérêts sur base de l'article 1147 du Code civil, sinon subsidiairement sur les articles 1382 et 1383 de ce code expliquant que le comportement de PERSONNE1.)

consistant à signer un contrat de vente, de faire effectuer de nombreuses modifications sur un véhicule avant la livraison, d'apporter tous les documents nécessaires à son immatriculation, et au final refuser d'en prendre livraison sous de vains prétextes constituerait une faute et lui aurait causé des dommages dont elle réclamerait indemnisation.

Par jugement contradictoire n° 2023TALCH01/00030 du 31 janvier 2023, le tribunal a reçu les demandes principales et reconventionnelle en la forme, a donné acte à SOCIETE1.) qu'elle renonce à la demande en condamnation de PERSONNE1.) à prendre possession du véhicule et à en payer le prix de vente, a dit la demande principale partiellement fondée, partant a condamné PERSONNE1.) à payer à SOCIETE1.) la somme de 21.386,53 euros, avec les intérêts légaux à partir du 21 novembre 2018, jusqu'à solde, a dit que le taux d'intérêt légal sera majoré de trois points à l'expiration du troisième mois suivant le jour de la signification du jugement, a dit non fondée la demande reconventionnelle de PERSONNE1.), a débouté PERSONNE1.) de sa demande sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, a condamné PERSONNE1.) à payer à SOCIETE1.) la somme de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, a dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire du jugement et a condamné PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance.

Par exploit du 24 mars 2023, PERSONNE1.) a régulièrement relevé appel de ce jugement lui notifié le 14 février 2023.

Maître Stéphane PELZER a été invité par bulletin du 25 octobre 2023 à conclure pour le 24 novembre 2023. N'ayant pas respecté le délai pour conclure, la Cour lui a, en date du 1^{er} décembre 2023, donné injonction « [...] de conclure et de déposer ses conclusions au greffe au plus tard le 22 décembre 2023 », sous peine de clôture de l'instruction.

Il est apparu que Maître Stéphane PELZER n'avait à cette date toujours pas conclu et qu'il n'avait donc pas respecté l'injonction de conclure lui délivrée le 1^{er} décembre 2023.

Dans ces conditions, une clôture-sanction a été ordonnée le 4 janvier 2024 à l'égard de Maître Stéphane PELZER par le magistrat de la mise en état.

Les mandataires des parties ont été informés le 17 janvier 2024 que l'affaire serait plaidée à l'audience du 21 février 2024. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

A l'appui de son acte d'appel, PERSONNE1.) demande à la Cour de réformer le jugement entrepris dans toute sa teneur, de faire droit à son argumentation de défense et de le décharger des condamnations prononcées en première instance, ainsi que de lui adjuger le bénéfice de sa demande reconventionnelle.

Pour voir statuer dans ce sens, et après avoir rappelé le contexte général du litige, il développe, en substance, les moyens tirés de son argumentation déjà exposée en première instance. Il reproche ensuite au tribunal d'avoir retenu à tort que les parties sont liées par un contrat de vente en procédant au mépris de sa propre compétence à une requalification des relations liant les parties sous couvert de l'article 61 du Nouveau Code de procédure civile. Les juges de première instance auraient encore à tort fait une application combinée des articles L.212-4 du Code de la consommation et 1315 du Code civil pour retenir qu'il n'avait pas rapporté la preuve d'un défaut de conformité. Il critique enfin la décision du tribunal d'avoir partiellement fait droit à la demande en indemnisation d'SOCIETE1.).

SOCIETE1.) conclut à la confirmation du jugement entrepris en ce qu'il a retenu l'existence d'un contrat de vente entre parties, rejeté le prétendu défaut de conformité et accueilli sa demande en indemnisation à concurrence du montant de 21.389,53 euros. Il forme néanmoins appel incident en ce que le tribunal l'a débouté de sa demande tendant au remboursement des factures FUSO du 5 juillet 2018 pour les montants de 7.635,69 euros et de 261.- euros et de celle relative à son préjudice moral de 8.000.- euros.

La Cour renvoie pour le surplus à l'exposé exhaustif des moyens présentés par les parties tel que repris par le tribunal dans le jugement déféré et qui n'a pas véritablement changé en appel.

Appréciation de la Cour

Remarques préliminaires

L'acte d'appel datant du 24 mars 2023, l'affaire est soumise aux règles de procédure telles qu'introduites par la loi du 15 juillet 2021 portant entre autres modifications du nouveau code de procédure civile et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale, entrée en vigueur le 16 septembre 2021.

Aux termes de l'article 586 du Nouveau Code de procédure civile, « *les conclusions d'appel doivent formuler expressément les prétentions de la partie et les moyens sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée.*

Avant la clôture de l'instruction, les parties notifieront des conclusions de synthèse qui reprendront les prétentions et moyens présentés ou invoqués dans leurs conclusions antérieures. A défaut, elles sont réputées les avoir abandonnés et la juridiction ne statue que sur les dernières conclusions notifiées (...) ».

Le terme conclusion est un terme générique, qui s'applique quel que soit l'état d'avancement de la procédure. C'est ainsi que le premier acte du procès, l'assignation, voire l'acte d'appel, parce qu'il comprend l'objet de la demande avec un exposé des moyens en fait et en droit, vaut conclusion.

Il résulte de l'alinéa 2 de l'article 586 du Nouveau Code de procédure civile que les prétentions et les moyens qui ne sont pas formellement repris dans les

dernières conclusions sont réputés abandonnés. Un simple renvoi, même exprès aux conclusions antérieures est à cet égard insuffisant (Cass. 2^{ème} civ., 10 mai 2001, no 99-19.898, Cass. 3^{ème} civ., 16 févr. 2005, no 00-21.245, Bull. civ. III, no 40).

Les dernières conclusions visées par l'article 586 du Nouveau Code de procédure civile s'entendent seulement de celles qui « *déterminent l'objet du litige ou soulèvent un incident de nature à mettre fin à l'instance* » (Cass. 2^{ème} civ., 18 déc. 2008, no 07-20.238, D. 2009. 235; Cass. 2^{ème} civ., 15 nov. 2018, no 17-27.844, D. 2019. 555, obs. N. FRICÉRO).

Les dernières conclusions déposées par PERSONNE1.) qui déterminent l'objet du litige sont celles développées dans l'acte d'appel du 24 mars 2023. Pour SOCIETE1.) ce sont celles datées du 17 juillet 2023.

- *Au fond*

La Cour renvoie à la version des faits gisant à la base du présent litige exhaustivement exposée dans le jugement entrepris pour la faire sienne dans son intégralité.

PERSONNE1.) fait d'abord grief au tribunal d'avoir déduit d'un document intitulé « *offre de prix : Canter TF2 Ready for Work – 3S15 2800 Dumper Cargo Lifting* » daté du 5 février 2018 et portant sur un prix de 37.884,60 euros TTC l'existence d'une relation contractuelle entre parties.

Il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 61 du Nouveau Code de procédure civile, « *Le juge tranche le litige conformément aux règles de droit qui lui sont applicables.*

Il doit donner ou restituer leur exacte qualification aux faits et actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée.

Toutefois, il ne peut changer la dénomination ou le fondement juridique lorsque les parties, en vertu d'un accord exprès et pour les droits dont elles ont la libre disposition, l'ont lié par les qualifications et points de droit auxquels elles entendent limiter le débat. »

En vertu du principe du consensualisme consacré par l'article 1108 du Code civil, un contrat peut valablement se former entre parties par un simple concours de déclarations de volonté. L'exigence d'un document écrit n'est en principe pas requise.

La Cour donne à cet égard à considérer que les parties reproduisent en appel les mêmes éléments de preuve qu'en première instance.

En l'espèce, s'il est constant en cause qu'une offre de prix ne produit, en principe, aucune obligation contraignante dans le chef de l'acquéreur, comme le soutient PERSONNE1.), la Cour constate néanmoins que l'offre de prix versée en cause comporte outre une mention manuscrite relative aux options du véhicule et à la

date de livraison, la mention manuscrite « *Bon pour accord le 19/2/18* » suivi de la signature de PERSONNE1.) et d'un représentant d'SOCIETE1.). Il est renvoyé, par rapport aux mentions pertinentes de l'offre du 5 février 2018, pour le surplus au jugement entrepris.

Le tribunal est dès lors à approuver en ce qu'il a dit qu'en signant l'offre de prix et en y indiquant la mention « *Bon pour accord* », PERSONNE1.) a expressément accepté l'offre de prix du 5 février 2018 en date du 19 février 2018.

Le comportement de PERSONNE1.) suite à la livraison du véhicule au mois de juin 2018, lequel a, à deux reprises et à chaque fois après avoir pris inspection dudit véhicule, demandé à voir apporter certaines modifications au véhicule, vient corroborer qu'il y a bien eu commande du véhicule.

La Cour renvoie encore au courrier adressé à SOCIETE1.) le 12 octobre 2018 par le mandataire de PERSONNE1.) l'informant qu'étant donné que le véhicule repris dans l'offre du 5 février 2018 n'avait toujours pas été livré, son client résilie le contrat pour non-respect du délai de livraison.

Au vu de ces éléments, les juges de première instance en ont déduit à juste titre que les parties sont liées par un contrat de vente et que le litige est régi par les dispositions relatives à la responsabilité contractuelle.

Le moyen de PERSONNE1.) n'est donc pas fondé.

PERSONNE1.) critique ensuite le tribunal d'avoir retenu qu'il n'avait pas rapporté la preuve d'un défaut de conformité.

L'article L.212-1 du Code de la consommation prévoit que les dispositions de la section en question s'appliquent aux contrats de vente de biens meubles corporels conclus entre vendeur et consommateur.

Elles sont dès lors applicables en l'espèce, PERSONNE2.), vendeur professionnel, ayant vendu un véhicule à PERSONNE1.), consommateur.

Aux termes de l'article L. 212-3, alinéas 1^{er} et 2 du Code de la Consommation, le professionnel est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance, quand bien même il ne les aurait pas connus. Le professionnel répond des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou effectuée sous sa responsabilité.

L'article L. 212-4 dudit code dispose que pour être conforme au contrat, le bien doit, selon le cas:

- a) présenter les caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord ;
- b) être propre aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type ;

c) correspondre à la description donnée par le professionnel et posséder les qualités que celui-ci a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle ;

d) être propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, que celui-ci a porté à la connaissance du professionnel lors de la conclusion du contrat, sans que ce dernier ait exprimé de réserve ;

e) présenter les qualités qu'un consommateur peut raisonnablement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le professionnel dans la publicité ou l'étiquetage. Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lors de la conclusion du contrat. Il en va de même lorsque le défaut affecte les matériaux qu'il a lui-même fournis.

Cet article énonce la définition générale de la conformité en distinguant deux aspects : l'aspect purement contractuel, d'une part, qui exige le respect des « caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord » et l'aspect fonctionnel, d'autre part, qui fait appel à la notion « d'usages auxquels servent habituellement les biens du même type » en y incluant les éléments d'appréciation détaillés par l'article 2 paragraphe 2 de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 : description donnée par le vendeur et présentation du bien au consommateur, adaptabilité aux usages spéciaux recherchés par le consommateur et portés à la connaissance du vendeur lors de la conclusion du contrat ainsi qu'à l'usage habituellement attendu d'un bien du même type, compte tenu des déclarations faites par le vendeur (cf. Doc. Parl. 5193, Commentaires des articles, p.14 ; cf. Cour d'appel, 28 février 2018, n° 44531 du rôle).

L'article L. 212-5 du Code de la Consommation prévoit que:

(1) En cas de défaut de conformité, le consommateur a le choix de rendre le bien et de se faire restituer le prix ou de garder le bien et de se faire rendre une partie du prix. Il n'y a pas lieu à résolution de la vente ni à la réduction du prix si le professionnel procède au remplacement ou à la réparation du bien. La résolution de la vente ne peut être prononcée si le défaut de conformité est mineur.

(2) Au lieu d'exercer l'option ouverte au paragraphe (1), le consommateur est en droit d'exiger du professionnel, sauf impossibilité ou disproportion, la mise en conformité du bien. Il peut choisir entre la réparation ou le remplacement, à moins que l'une de ces solutions ne constitue par rapport à l'autre une charge excessive pour le professionnel. Un mode de dédommagement est considéré comme disproportionné s'il impose au professionnel des coûts qui, par rapport à l'autre mode, sont déraisonnables compte tenu:

- de la valeur qu'aurait le bien s'il n'y avait pas défaut de conformité,
- de l'importance du défaut de conformité, et

- de la question de savoir si l'autre mode de dédommagement peut être mis en œuvre sans inconvénient majeur pour le consommateur. La mise en conformité doit avoir lieu dans le mois à partir du jour où le consommateur a opté pour la mise en conformité. Passé ce délai, le consommateur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire restituer une partie du prix. La mise en conformité a lieu sans aucun frais ni inconvénient majeur pour le consommateur, compte tenu de la nature du bien et de l'usage spécial recherché par le consommateur. Le professionnel est, en outre, tenu de tous les dommages et intérêts envers le consommateur.

Le Code de la consommation consacre une notion autonome de conformité, englobant l'obligation de délivrance d'un objet conforme aux stipulations contractuelles et la garantie des vices, telles qu'elles se dégagent du droit commun du code civil. En effet, pour être conforme au contrat, le bien doit, d'une part présenter les caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord, obligation qui correspond à l'obligation de conformité du droit commun de la vente, et d'autre part, être propre aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type, cette obligation correspondant à la garantie des vices, telle qu'elle découle des articles 1641 et suivants du Code civil (G. RAVARANI, « La responsabilité civile des personnes privées et publiques », 3^{ème} édition, Pasicrisie 2014, n°714). Il incombe au consommateur de prouver l'existence du défaut de conformité et que ce défaut existait lors de la délivrance. Il n'est pas tenu de prouver la cause de celui-ci ni d'établir que son origine est imputable au vendeur (Cour de Justice de l'Union européenne, arrêt Froukje Faber contre Autobedrijf Hazet Ochten BV du 4 juin 2015, affaire C-497/13).

Suivant l'article L.212-6 du Code de la consommation « Pour mettre en œuvre la garantie légale du professionnel, le consommateur doit, par un moyen quelconque, lui dénoncer le défaut de conformité dans un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien. Aucune prescription ne peut être acquise avant l'expiration de ce délai ».

Le consommateur est déchu de son action en garantie à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la dénonciation prévue à l'alinéa qui précède, sauf au cas où il aurait été empêché de la faire valoir par suite de la fraude du professionnel (...) ».

A noter, avant tout autre progrès en cause, que les délais, fixés à l'article L.212-6 précité, ne prêtent pas à discussion en l'espèce. Les parties sont en désaccord quant à l'existence de défauts de conformité et le cas échant, de leur gravité.

En vertu de l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile, « [i]l incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention ».

Dans le même sens, l'article 1315 du Code civil dispose que « [c]elui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se

prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ».

Quant à la charge de la preuve, le tribunal est en conséquence à approuver en ce qu'il a dit qu'il incombe à l'acheteur, donc à PERSONNE1.), de rapporter, en vertu de l'article 1315 du Code civil, la preuve du défaut de conformité rendant le bien corporel impropre aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type.

C'est également à bon droit et aux termes d'un examen exhaustif des pièces en leur possession, auquel la Cour renvoi, que les juges de première instance ont pu retenir que PERSONNE1.) n'a pas rapporté la preuve de l'existence d'un défaut de conformité affectant le véhicule, tel que requis par l'article L. 212-4 du Code de la Consommation.

Les quelques menus défauts présentés par le véhicule et ayant donné lieu aux modifications exigées par PERSONNE1.) ne constituent pas, tel que l'ont relevé à raison les juges de premier degré, des défauts rendant le véhicule impropre à son usage.

Cette solution reste, au vu de ce qui précède et en l'absence de précision de PERSONNE1.) en quoi consisterait exactement le défaut de conformité, d'application en appel.

Le moyen de PERSONNE1.) est à rejeter.

PERSONNE1.) critique enfin le tribunal d'avoir partiellement fait droit aux demandes indemnitaires d'SOCIETE1.) concernant les frais relatifs aux travaux de modification du véhicule, à la dépréciation du véhicule et aux frais de gardiennage.

SOCIETE1.), pour sa part, reproche au tribunal de l'avoir débouté de sa demande tendant au remboursement des factures FUSO du 5 juillet 2018 pour les montants de 7.635,69 euros et de 261.- euros et de celle relative à son préjudice moral de 8.000.- euros.

Les parties étant liées par un contrat, le litige est, comme l'a retenu le tribunal, soumis à la responsabilité contractuelle.

L'article 1147 du Code civil dispose que *« le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part ».*

C'est donc à juste titre que la juridiction de première instance a fait application du principe ci-avant exposé.

Concernant ensuite les montants indemnitaires concernés, la Cour constate que PERSONNE1.) ne formule aucune contestation circonstanciée et n'apporte

aucun élément concret permettant de retenir que les juges de première instance se sont trompés dans leur évaluation et plus précisément en quoi consisterait leur erreur.

La Cour note qu'il en va de même d'SOCIETE1.) qui reste en défaut de produire un quelconque élément nouveau permettant d'énervier les conclusions des juges de première instance.

Les éléments soumis à la Cour, qui sont restés les mêmes qu'en première instance, ne permettent pas dans ces conditions de décider que le tribunal s'est trompé en décidant que la demande d'SOCIETE1.) est fondée à concurrence des montants de 2.221,93 euros au titre des frais relatifs aux travaux de modification du véhicule, de 7.880.- euros au titre de la dépréciation du véhicule et de 9.945.- euros au titre des frais de gardiennage.

L'analyse faite à cet égard par les juges du premier degré et leur solution reste ainsi correcte en appel.

Le moyen de PERSONNE1.) est partant à rejeter.

Pour ces mêmes raisons, il y a lieu de déclarer l'appel incident d'SOCIETE1.) non fondé.

Au vu de ce qui précède, PERSONNE1.) ne saurait reprocher à SOCIETE1.) d'avoir introduit fautivement la présente procédure pour faire valoir un préjudice moral de ce chef.

Le jugement entrepris est en conséquence à confirmer dans ces différents aspects.

L'appel principal est partant à rejeter.

- Demandes accessoires

Ayant succombé tant en première instance qu'en instance d'appel, il y a lieu de confirmer le tribunal en ce qu'il a débouté PERSONNE1.) de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure. Il est également à débouter de cette demande en instance d'appel.

PERSONNE1.) n'invoquant, ni a fortiori ne démontrant de raison impliquant l'inexactitude de la décision de première instance ayant accordée une indemnité de procédure à SOCIETE1.), il convient en conséquence de confirmer le jugement entrepris sur ce point.

Comme SOCIETE1.) a dû faire assurer sa défense par rapport à un appel injustifié, il paraît inéquitable de laisser à sa charge exclusive l'intégralité des sommes qu'il a dû exposer, non comprises dans les dépens.

Sa demande est à déclarer fondée pour le montant de 2.500.- euros.

Les juges de première instance ayant procédé à une saine répartition des frais et dépens de la première instance, le jugement est encore à confirmer sur ce point.

C'est encore pour les mêmes raisons qu'il y a lieu de mettre à charge de PERSONNE1.) l'entièreté des frais et dépens de l'instance d'appel.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

reçoit les appels principal et incident en la forme ;

les déclare non fondés ;

confirme le jugement entrepris ;

déboute PERSONNE1.) de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne PERSONNE1.) à payer à la société anonyme SOCIETE1.) SA une indemnité de procédure de 2.500.- euros ;

condamne PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de Maître Pierrot SCHILTZ, avocat concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.